

Unité inter-départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 29 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Saumur Agglo propreté

201 bd Jean Moulin
BP 90036
49401 SAUMUR CEDEX
49400 Saumur

Références : EC-2023-174-AUTO-SAUMUR AGGLOPROPRETE-Saumur-RAP
Code AIOT : 0006302546

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement Saumur Agglo propreté implanté Bellevue - Route du Vieux Vivy Saint Lambert de Levées 49400 Saumur. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD - 2022 n°43 du 21/02/2022.

L'exploitant a informé la préfecture du Maine-et-Loire par courrier du 14/02/2023, de la survenue d'un incendie dans une benne de tout-venant le 28/01/2023. Les services de secours sont intervenus pour éteindre le feu.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Saumur Agglo propreté
- Bellevue - Route du Vieux Vivy, Saint Lambert des Levées 49400 Saumur
- Code AIOT : 0006302546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Saumur Agglopropreté exploite depuis le 1er janvier 2014, le centre d'environnement de Bellevue, composé d'un centre de transfert et d'une déchèterie, situé route du vieux Vivy à Saumur (49).

L'agglomération de Saumur permet à ses habitants de collecter leurs déchets amiantés liés sous forme d'une journée de collecte 3 fois/an au sein de leur déchèterie de Bellevue.

Le centre d'environnement de Bellevue est composé :

- d'un centre de transfert de déchets,
- d'une grande plateforme de dépôt des déchets,
- d'une déchèterie pour le public,
- d'une aire de dépôt de déchets verts et de gravats,
- d'une plateforme d'achat de compost.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral DIDD - 2022 n°43 du 21/02/2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- déchetterie professionnelle et des particuliers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a constaté que le site est propre et entretenu. Toutefois, le fossé sud périphérique, lieu du rejet des eaux du bassin 2 après l'incendie du 28/01/2023 contient une eau stagnante et irisée, ainsi que des déchets. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de curer les fossés périphériques en tant que de besoin dans **un délai de 3 mois**.

voir planche photographique

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 1.5	/	Sans objet
5	Déclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP)	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 2.7.2	/	Sans objet
8	Collecte et traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 6.2	/	Sans objet
9	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 6.4.1	/	Sans objet
10	Confinement des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.4.2	/	Sans objet
11	Moyens d'intervention et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.5.1	/	Sans objet
12	Moyens d'intervention et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.5.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 1.6	/	Sans objet
3	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 2.4.2	/	Sans objet
4	Consignes	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 2.4.3	/	Sans objet
6	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 7.2.1	/	Sans objet
7	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 7.2.2	/	Sans objet
13	Installations électriques – mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant **sous 1 mois** de :

- transmettre la procédure et les moyens mis en place pour maîtriser les volumes de déchets afin qu'ils respectent les volumes maximum autorisés sur site;
- justifier des volumes des 2 bassins de régulation.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant **sous 3 mois** de :

- procéder au curage/nettoyage des 2 bassins et justifier de la filière de traitement des boues;
- transmettre les résultats de la prochaine campagne d'analyses des eaux des bassins;
- transmettre une procédure qui définit la manière dont il garantit le maintien d'un volume libre d'eau de 270 m³ dans le bassin 2;
- mettre en place un dispositif d'alarme permettant l'évacuation des personnes présentes en cas de sinistre.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place **sous 6 mois** un système de détection automatique et d'alarme incendie dans les bâtiments contenant des déchets combustibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les quantités maximales de déchets entreposés dans le centre de transit sont celles prises en compte dans le calcul du montant des garanties financières et fixées dans le tableau ci-après :</p> <p>Déchets non dangereux : 1 900 m³ Déchets végétaux : 820 m³ Ordures ménagères résiduelles Autres déchets non dangereux non inertes : 1 100 m³ Déchets issus des collectes sélectives : 550 m³ Papiers/cartons : 240 m³ Bois : 510 m³ gravats : 240 m³ verre : 450 m³ Métaux : 30 m³ Supports de culture : 30 m³</p> <p>La déchetterie dispose de capacités maximales de stockage de 1 400 m³ pour les DND et de 40 t pour les déchets dangereux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer les moyens mis en place pour maîtriser le non dépassement des volumes maximum autorisés par flux. L'exploitant indique que les évacuations de déchets sont gérées en fonction du remplissage des contenants présents sur site et de l'atteinte du volume du poids lourd chargé de l'évacuation.</p> <p>Cette réponse n'est pas jugée satisfaisante, compte tenu que l'étude de dangers du dossier de modifications des conditions d'exploitation de 2021 est basée sur des volumes maximum de déchets permettant de maîtriser notamment le risque incendie.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre sous 1 mois, une procédure détaillant la manière dont est gérée la maîtrise des volumes maximum autorisés sur site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 1.6
Thème(s) : Situation administrative, Constitution des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les garanties financières s'appliquent à l'activité de transit de déchets non dangereux (rubriques 2714 et 2716) exercée par l'établissement de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des travaux de mise en sécurité du site, et, le cas échéant, des mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines. Elles font l'objet d'un contrat écrit avec un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance dont le montant, fixé à 129 411 € TTC, est défini en référence à l'indice TP 01 du mois de mars 2020 égal à 724,02 pour une TVA de 20 %. Ce montant est actualisé, a minima, tous les 5 ans ou à l'occasion de modifications de conditions d'exploitation ou de changements intervenus dans leurs modalités de constitution. La justification de leur constitution est adressée au préfet.
Constats : L'exploitant a transmis par mail du 22/03/2023 l'acte de cautionnement solidaire de la Coface (n°48504) en date du 14/12/2022. La garantie pour un montant de 129 411 € TTC, a pris effet le 01/10/2022 et expire le 31/12/2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 2.4.2
Thème(s) : Situation administrative, Formation sur les risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, l'exploitant s'assure de la formation du personnel, y compris des intervenants extérieurs, à la connaissance des risques, des moyens d'intervention et des consignes. Cette formation initiale, adaptée et proportionnée aux enjeux du site et des postes occupés, est entretenue.
Constats : L'exploitant a présenté son plan de formation du personnel de 2020, 2021 et 2022. Ce plan comprend notamment le suivi des formations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- éco DDS;- SST;- sécurité routière;- sensibilisation à l'amiante;- accueil des usagers en déchetterie;- formation chauffeur et responsable d'exploitation;- caces. La chargée de sécurité sensibilise également mensuellement les agents durant des 1/4 d'heure sécurité sur tous les sujets de sécurité et d'actualité. Le plan de formation est suivi et maîtrisé en collaboration avec le service des ressources humaines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 2.4.3
Thème(s) : Situation administrative, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes d'exploitation comportent explicitement les instructions de conduite et les vérifications à effectuer, en conditions normales de fonctionnement comme pendant les phases transitoires (arrêts, entretiens, modifications...), ainsi que les modalités d'application des prescriptions de cet arrêté. Par ailleurs, l'exploitant rédige des consignes de sécurité qui précisent : <ul style="list-style-type: none">• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, réseaux...) ;• les mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident dont l'évacuation du personnel ou l'isolement du site afin de prévenir les transferts de pollution vers le milieu récepteur ;• les moyens d'intervention à mettre en œuvre selon le sinistre ;• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention, des services d'incendie et de secours... Ces consignes sont tenues à jour et accessibles à tous les membres concernés des personnels, y compris les intervenants extérieurs. Au besoin, elles sont affichées.
Constats : L'exploitant a présenté quelques consignes parmi : <ul style="list-style-type: none">- le déclenchement du portique radioactif;- l'isolement du réseau;- la conduite en cas de déversement;- l'acceptation des déchets sur le centre de transfert;- les opérations de chargement/déchargement;- le protocole de sécurité à l'attention des chauffeurs.
Observations : La consigne d'alerte pourrait utilement être corrigée avec l'adresse de la Dreal de Saint Barthélémy d'Anjou, ainsi que du n° d'astreinte de la Dreal.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 2.7.2
Thème(s) : Situation administrative, GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare ses émissions polluantes et déchets de l'année précédente suivant le format et les conditions fixés par le ministre chargé des installations classées.
Constats : L'exploitant indique que la saisie des données sous GEREP est en cours de finalisation pour le 31/03/2023 .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émergence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas d'émergences supérieures aux valeurs admissibles, dans les zones à émergences réglementées.
Constats : L'exploitant a présenté les résultats du rapport de Socotec en date du 09/12/2020. L'exploitant considère qu'il n'y a pas de zone à émergence réglementée compte tenu de la distance éloignée des premières habitations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les niveaux sonores n'excèdent pas, du fait de l'établissement, les valeurs ci-dessous : En tout point en limite de propriété : période de jour de 7h00 à 22h00 (sauf dimanches et jours fériés) : 70 dB(A) période de nuit de 22h00 à 7h00 (ainsi que dimanches et jours fériés) : 60 dB(A)
Constats : L'exploitant a présenté les résultats du rapport de Socotec en date du 09/12/2020. Les résultats sont conformes aux valeurs seuils de l'arrêté préfectoral. L'exploitant s'est engagé à réaliser une nouvelle campagne de mesures sonores en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Collecte et traitement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des ouvrages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement sont traitées dans des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures avant d'être acheminées dans deux bassins de régulation de volume utile de 160 m ³ et 270 m ³ puis rejet au milieu naturel. Ils permettent l'isolement du site en cas de pollution accidentelle. L'état d'encrassement et d'encombrement des ouvrages par des dépôts (boues, terres...) et des matières organiques (végétation, feuilles en décomposition) est périodiquement contrôlé et donne lieu à des entretiens et des curages aussi fréquents que nécessaires afin de conserver leur capacité de traitement. Les dispositifs de filtration et d'obturation sont contrôlés périodiquement. Les résidus d'entretien sont évacués en tant que déchets. Les bassins de régulation sont équipés d'une clôture sur leur périmètre, d'une bouée, d'une échelle et d'une signalétique adaptée rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.
Constats : Le plan d'intervention d'octobre 2021 affiché en entrée du bureau d'accueil indique la présence de 2 réserves incendie de 120 et 270 m ³ . Or, l'arrêté préfectoral impose à l'exploitant de disposer de 2 bassins de régulation de 160 et 270 m ³ . Concernant l'entretien de ces bassins, l'exploitant déclare n'avoir aucune traçabilité de curage/nettoyage. L'exploitant s'est engagé à procéder au curage et nettoyage des 2 bassins sous 3 mois. L'inspection demande à l'exploitant de : - justifier sous 1 mois des volumes des 2 bassins de régulation; - procéder sous 3 mois au curage/nettoyage des bassins et de justifier du traitement des boues de curage (BSD, etc...). <i>voir planche photographique</i>
Observations : L'inspection constate que l'état des échelles présentes sur les bords des bassins ne permet pas de garantir leurs utilisations sans danger, et qu'il y a lieu de les changer.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 6.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées permettent de respecter sans dilution les valeurs limites définies ci-dessous : pH : 5,5-8,5 Matières en Suspension – MES : 35 mg/l DCO : 125 mg/l Hydrocarbures totaux – HCT : 5 mg/l Métaux totaux : 15 mg/l Arsenic et composés (en As) : 25 µg/l Cadmium et composés (en Cd) : 25 µg/l Chrome hexavalent et composés (en Cr6+) : 0,1 mg/l Cuivre et composés (en Cu) : 0,15 mg/l Mercure et composés (en Hg) : 25 µg/l Nickel et composés (en Ni) : 0,2 mg/l Plomb et composés (en Pb) : 0,1 mg/l Zinc et composés (en Zn) : 0,8 mg/l Fluor et composés : 15 mg/l Indice phénols : 0,3 mg/l : Cyanures libres (en CN-) : 0,1 mg/l Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) : 25 µg/l Benzo(a)pyrène : 25 µg/l Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène : 25 µg/l Somme Benzo(g,h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène : 25 µg/l Composés Organiques Halogénés (en AOX ou EOX) : 1 mg/l</p> <p>L'exploitant s'assure de la conformité de ses rejets à ces valeurs limites par au moins une analyse annuelle.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté les résultats analytiques d'Eurofins du 12/09/2022. L'exploitant indique des dépassements depuis 4 ans sur le paramètre DCO dont la valeur seuil est de 125 mg/l : - bassin 1 (construit en 1994) : 146 mg/l; - bassin 2 (construit en 2011) : 185 mg/l.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à procéder au curage/nettoyage des bassins sous 3 mois, puis à réaliser de nouveau une campagne de surveillance analytique des rejets afin de mesurer les effets des curages sur la qualité des eaux des bassins.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre dès réception les résultats analytiques des eaux de bassin après curage (y compris le fossé périphérique).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Confinement des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bassins de confinement des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un des bassins de régulation des eaux de ruissellement fait office de bassin de confinement des eaux d'extinction si son volume en permanence disponible peut accueillir les volumes d'eaux nécessaires à la lutte contre le sinistre majeur identifié dans l'EDD, les produits libérés par l'incendie et les éventuelles intempéries concomitantes évaluées sur la base de 10 mm/m² de surfaces imperméabilisées captées par l'ouvrage. Ainsi évalué, le volume maintenu libre en permanence pour les eaux d'extinction est d'au moins 270 m³.</p> <p>La sortie de ce réseau est équipée d'un système d'obturation permettant d'interdire tout rejet non conforme et capable de le confiner. Il est facilement manœuvrable, actionnable en toutes circonstances, vérifié périodiquement, signalé et connu du personnel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé la préfecture par courrier du 14/02/2023 de la survenue d'un incendie le 28/01/2023 dans une benne de tout-venant de la déchetterie de Bellevue. L'exploitant déclare avoir confiné les eaux d'extinction d'incendie dans le bassin 2, puis avoir procédé à une analyse des eaux avant rejet dans le fossé périphérique prévu à cet effet. L'exploitant déclare que la pompe de relevage pour l'évacuation des eaux vers le milieu naturel étant défectueuse, cette évacuation s'est effectuée en actionnant la pompe manuellement.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant sous 1 mois de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier par une procédure de la maîtrise du volume d'eau libre de 270 m³ à maintenir dans le bassin 2; - justifier de la réparation de la pompe de relevage permettant la bonne gestion du bassin.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Moyens d'intervention et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments fermés où sont entreposés des déchets combustibles sont dotés d'un système de détection automatique et d'alarme incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare avoir 2 bâtiments fermés sur le site, dans lesquels sont entreposés des déchets combustibles : le centre de transfert et le local des déchets dangereux. L'exploitant déclare de pas disposer de système de détection automatique et d'alarme incendie.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place sous 6 mois au maximum les systèmes de détection automatique et d'alarme incendie dans les 2 bâtiments concernés. L'exploitant transmet les devis et bons de commande afférents.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Moyens d'intervention et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention et ressources en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Indépendamment des moyens de défense propres aux installations, l'établissement dispose de moyens d'intervention adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un dispositif de communication permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • un dispositif d'alarme permettant l'évacuation des personnes présentes en cas de sinistre ; • des plans des locaux à jour avec une description des dangers pour chaque local ; • un bassin de réserve d'eau de capacité de 120 m³. L'exploitant s'assure qu'il soit opérationnel et pérenne ; • une réserve incendie au moyen d'un bassin d'eau clarifiée d'environ 350 m³ de la station d'épuration (STEP) voisine sous couvert d'une convention établie avec l'exploitant de la station d'épuration. L'exploitant s'assure du bon fonctionnement du portail d'accès à la STEP. • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare ne pas disposer de dispositif d'alarme permettant l'évacuation des personnes présentes en cas de sinistre.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant sous 3 mois de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en place un dispositif d'alarme permettant l'évacuation des personnes présentes en cas de sinistre; - justifier d'une convention avec la STEP voisine permettant de disposer d'une réserve incendie <i>via</i> l'utilisation d'un bassin d'eau clarifiée d'environ 350 m³.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Installations électriques – mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle réglementaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et normes applicables. Une vérification des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport Dekra daté du 12/09/2022. Le rapport mentionne 5 observations que l'exploitant a levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PLANCHE PHOTOGRAPHIQUE

Bassin 2



Fossé périphérique proche du bassin 2



Fossé périphérique proche du bassin 2



Fossé périphérique proche du bassin 2

